

EDITORIAL



Par **Gwendal Rouillard**
Premier secrétaire fédéral

L'idée européenne face aux réalités

Notre actualité européenne est dense : réunion samedi à Brest des 27 ministres des Affaires européennes à l'invitation de Jean-Yves Le Drian ; présidence française de l'Union européenne jusqu'en décembre ; sommet mondial sur le changement climatique et le rôle des régions fin octobre à Saint-Malo ; débat sur le bilan de santé de la PAC à l'automne allégrement notamment par la contribution de la Région Bretagne (voir page 2) ; plan d'actions de la nouvelle stratégie maritime européenne ; et bien sûr élections européennes en juin.

Le contexte est préoccupant : victoire du Non au Traité de Lisbonne en Irlande ; perception largement négative de notre président de la République par les partenaires européens (dont l'Allemagne) ; manque d'initiative et d'anticipation du président de la Commission sur des questions majeures comme la crise alimentaire ; décalage croissant entre "l'Europe contraignante" (directives, production de normes) et "l'Europe protection" souhaitée par les citoyens.

Les enjeux sont clairs : réhabiliter l'idée européenne par la capacité du politique à répondre aux défis (alimentation, énergie, recherche/innovation, diplomatie, défense, social, immigration et co-développement) ; créer les conditions d'une augmentation substantielle du budget européen (avec fiscalité propre) ; mettre en place une architecture institutionnelle plus efficace et lisible (dont les coopérations renforcées) ; approfondir la prise en compte des régions et des territoires (enjeu du futur Livre vert sur la Cohésion).

Pour la Bretagne, la mutation économique et sociale de notre région passe, par exemple, par le lien éducation/recherche/innovation. Autrement dit, nous devons favoriser la création des emplois de demain (valeur ajoutée) dans plusieurs secteurs (cohérence avec les pôles de compétitivité) : construction navale (civile et militaire), nautisme, énergies renouvelables, alimentation-santé (enjeu pour l'industrie agroalimentaire), biotechnologies, images et réseaux, électronique, etc.

De manière opérationnelle, nous devons amplifier les synergies entre collectivités, laboratoires de recherche (publics et privés) et entreprises. La création de la récente Université Européenne de Bretagne (UEB) - dont l'Université de Bretagne Sud est membre - participe de cette stratégie. Pour soutenir cette dynamique, nous souhaitons ainsi voir l'UE augmenter significativement son effort de recherche (actuellement 1,85 % du PIB, soit 50 % de moins que les Etats-Unis et le Japon ; l'effort de la Chine augmente de 10 % par an).

Pour l'avenir de nos territoires, notre capacité à s'inscrire dans les réseaux européens et mondiaux est fondamentale. La Région Bretagne est engagée au sein du Comité des Régions, de la Conférence des Régions Périphériques Maritimes (150 régions), du FOGAR (réseau mondial des régions) et autres réseaux (en particulier avec Bretagne International). Nous en parlerons lors de notre prochaine Université de rentrée à Berder et bien évidemment lors du Congrès. Dans l'attente, très bonnes vacances...

Le BREIS propose... La République des territoires

Parmi les 275 contributions thématiques enregistrées par le Conseil national le 2 juillet, figure celle des socialistes bretons. Le texte, déposé par le BREIS, l'Union régionale du PS, s'intitule "La République des territoires". Une conférence de presse s'est tenue vendredi 4 juillet, à Quimper, pour proposer notamment une nouvelle étape de la décentralisation... L'ensemble des 21 contributions générales et des 275 contributions thématiques est téléchargeable depuis le site du PS : www.parti-socialiste.fr (la contribution est classée à la lettre T comme Territoires). Vous trouverez également sur www.ps56.fr le texte, la liste des premiers signataires et la possibilité de signer le texte en ligne.

En introduction de cette conférence de presse, **Bernard Poignant** - président et porte-parole du Breis, a tenu à rappeler les différentes phases du congrès qui débute : "Du 2 juillet au 23 septembre, c'est le temps des contributions. Aujourd'hui, nous présentons la nôtre.

Du 23 septembre au 6 novembre, on va choisir les orientations pour trois ans. C'est le temps des motions. Et le 20 novembre, la ou le premier secrétaire sera désigné. On fera la même chose dans chaque département, le même jour. Ce sera le temps des personnes."

Sur le fond, le texte intitulé "La République des territoires", signé par la plupart des élus socialistes bretons, réaffirme la place des territoires et appelle à une clarification des compétences, une autonomie fiscale renforcée des collectivités et l'expérimentation de pouvoirs



Une partie du bureau du BREIS réunie à l'occasion de la conférence de presse de présentation de la contribution bretonne. De gauche à droite : Gwendal Rouillard - Premier secrétaire du Morbihan, Jean-Yves Le Drian - Président de Région, Bernard Poignant - Président du BREIS, Maire de Quimper et Député européen, Jean-Jacques Urvoas - Premier secrétaire et Député du Finistère.

normatifs par les régions. "Nous souhaitons tout d'abord montrer notre attachement à la décentralisation alors qu'actuellement, nous sommes dans une logique de recentralisation, affirme **Jean-Yves Le Drian**, président de la Région. L'avancée ne consiste pas à savoir s'il faut supprimer tel ou tel échelon. Mais plutôt de définir qui fait quoi et de clarifier

les compétences de chacun."

Ce texte a également vocation à mettre en avant une méthode de travail propre aux socialistes bretons : "Le parasitage national laisse à penser que le Parti socialiste ne va pas bien alors qu'en Bretagne, nous travaillons très bien ensemble", fait remarquer **Jean-Jacques Urvoas**, Premier secrétaire fédéral et député du Finistère. Il rappelle au passage que le Breis est l'union régionale du PS qui fonctionne le mieux...

Dans cet esprit, le Breis souhaite que les expériences menées localement trouvent un écho au niveau national. "Les socialistes en Bretagne sont des gens humbles", soutient **Gwendal Rouillard**, premier secrétaire fédéral du Morbihan. Et cette Breis-humilité doit souffler sur tout le parti."

Les rendez-vous de la rentrée

Lorient
Fête du Bois du Château

Samedi 6 septembre

A partir de 15h00 : Fête au Parc du Bois du Château

19h30 : Interventions politiques et repas

Voir le programme complet en p.3

8^{ème} Université de rentrée sur l'île Berder

Samedi 18 octobre sur le thème

"Europe et territoires"

Congrès : les contributions générales

Lors du Conseil national du 2 juillet, le Parti socialiste s'est officiellement mis en marche pour le congrès de Reims des 14, 15 et 16 novembre prochain. Au total, 21 contributions générales et 260 thématiques ont été déposées. L'ordre de leur publication dans L'hebdo des socialistes a été tiré au sort. Il ne leur reste plus qu'à être lues, étudiées, décryptées, comparées durant l'été... dans les sections. La prochaine étape est maintenant celle du dépôt des motions, le 23 septembre, à l'occasion d'un CN de synthèse.

- 1- Donner une cohérence à la gauche et un espoir à la France - François Hollande
- 2- Clarté, Courage et créativité : Choisir maintenant, pour agir demain - Bertrand Delanoë
- 3- Une vision pour espérer, une volonté pour transformer - Martine Aubry
- 4- Debout la gauche ! - Marc Dolez
- 5- Aux militants - Gaëtan Gorce
- 6- Socialistes, Altermondialistes, Ecologistes - Franck Pupnat
- 7- Reconstruire à gauche - Laurent Fabius
- 8- Combattre et proposer - Ségolène Royal
- 9- Unité et refondation (s) ! - Frédéric Lévellé
- 10- Reconquêtes - Henri Emmanuelli / Benoît Hamon
- 11- Réussir ensemble le congrès du Parti socialiste - Jean-Marc Ayrault
- 12- Besoin de gauche - Pierre Moscovici
- 13- La ligne claire - Gérard Collomb / Jean-Noël Guérini
- 14- Réinventer la gauche - Jean-Luc Mélenchon
- 15- Pour un socialisme du 21ème siècle en France - Pascal Jacquemin
- 16- Changer ! - Marie-Noëlle Lienemann
- 17- D'abord, redistribuer les richesses - Gérard Filoche
- 18- Brèves de campagne - Marysle Lebranchu
- 19- Pour un socialisme écologique - Géraud Guibert / Christophe Caresche
- 20- Urgence sociale - Pierre Larrourou
- 21- Et si le Parti restait socialiste - Jacques Fleury

Les contributions générales et thématiques sont téléchargeables sur www.parti-socialiste.fr. Les contributions générales seront adressées par courrier à l'ensemble des adhérents.

Section de Vannes

Réunion-Débat sur les contributions :

Mardi 2 septembre
à 20h30
Palais des Arts
à Vannes

Les adhérents des sections du Pays de Vannes sont également invités à se joindre à cette réunion...

REGION BRETAGNE

Agriculture, maritimité

Les contributions de la Région aux enjeux européens

La 3^{ème} session de l'année, les 26 et 27 juin, a été marquée par l'examen de dossiers importants parmi lesquels figuraient deux contributions de la Région à la politique européenne, en lien avec son territoire. Un rapport intitulé "Pour une politique maritime européenne ambitieuse" et une contribution au bilan de santé de la PAC. Sur ce dernier point, Odette Herviaux - Vice-présidente du Conseil régional et Sénatrice, apporte quelques précisions.



Quels sont les enjeux alimentaires au niveau mondial ?

Actuellement les médias semblent découvrir les risques alimen-

taires mondiaux : manque de certaines productions en lien avec les problèmes climatiques, diminution des stocks, augmentation spectaculaire des prix, spéculation sur les productions alimentaires, mais en réalité cette situation n'est pas nouvelle et depuis plusieurs années la F.A.O et même la Banque mondiale avaient alerté sur cette tendance qui n'a fait que s'accroître de plus en plus vite. La seule nouveauté est, au niveau mondial, le type de population touchée : depuis des décennies les paysans pauvres représentent à 80 % les mal nourris, actuellement ce phénomène touche davantage dans les grandes villes tous ceux qui n'ont plus les moyens d'acheter la base de leur alimentation et même les classes "moyennes".

Le grand défi qui nous attend est d'assurer "la sécurité" alimentaire mondiale : en quantité, en qualité, et dans le respect de l'équité des échanges.

Quels sont le calendrier et les orientations de l'Union européenne sur la réforme de la PAC ?

La réforme de la PAC ne devrait intervenir qu'après 2013, mais la

commission souhaite d'ores et déjà orienter les décisions en se basant sur le bilan de 2008 et anticipe sur la base d'un choix ultra libéral de "laisser faire le marché" que nous ne pouvons accepter.

Quels sont, dans cette perspective, les propositions de la Région Bretagne ?

Le Conseil Régional de Bretagne, en accord avec de très nombreux partenaires du monde agricole, a souhaité faire connaître à la fois les risques encourus par l'agriculture et l'agro-alimentaire bretons en cas d'application des décisions de la commission et à la fois les 14 propositions concrètes pour garder une agriculture forte, variée et éco productive que nous devons défendre, aussi bien auprès de Bruxelles que de Paris.

Nous avons besoin d'une véritable Politique Agricole Commune, mais dont les aides seront plus justes, plus transparentes et mieux acceptées par la société. Cette PAC nécessitera un budget conséquent : la sécurité alimentaire de l'Europe ne pourra être garantie qu'à ce prix et l'Union Européenne devra aussi assumer sa responsabilité envers les pays les plus pauvres.

Un certain nombre d'autres propositions concerne la nécessité absolue de maintenir des outils ou des procédures de régulation et de gestion des marchés : les produits alimentaires ne sont pas des produits

comme les autres et l'O.M.C. devrait d'abord penser à l'équilibre alimentaire mondial avant de se préoccuper de la libre concurrence.

Enfin les dernières propositions concernent plus particulièrement notre positionnement face aux décisions du ministère de l'Agriculture en France, qui ne souhaite pas appliquer la régionalisation des aides, seule possible pour notre région, comme pour beaucoup d'autres, de ne pas diminuer encore le niveau moyen d'aides par exploitation ainsi que le revenu de nos agriculteurs. En effet si la Bretagne est la 5^{ème} région française pour la somme totale d'aides du 1^{er} pilier (aides à la production), elle se retrouve dans les toutes dernières places pour le niveau moyen par unité de travail ou par exploitation, et même avant dernière pour le revenu moyen des exploitants.

Relayées par des positions très proches de nos régions voisines : Pays de Loire, Poitou Charente, Basse Normandie, nos propositions ont reçu un très bon accueil auprès de très nombreux partenaires : CESR, Association des Régions de France, Conférence des Régions Périphériques et Maritimes, et Parti Socialiste Européen. C'est un véritable encouragement à continuer à nous battre pour redonner toute sa place au modèle agricole que nous souhaitons.

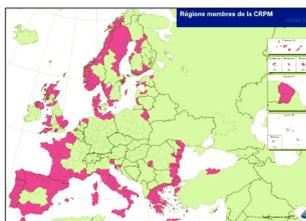
Propos recueillis par Tugdual Gautier

Pour une politique maritime européenne ambitieuse

"La mer et la politique maritime constituent des éléments majeurs pour la Bretagne et pour l'Europe". Alors que débute la Présidence française de l'Union européenne, le Conseil régional a ainsi souhaité apporter sa contribution à ce dossier, en adressant un message aux autorités françaises et européennes.

En effet, depuis 2006, l'Europe souhaite définir une politique maritime intégrée. Après une période de consultation, la Commission européenne a présenté à l'automne 2007 les axes d'une politique maritime européenne dans 2 documents : le Livre Bleu et un plan d'actions.

Dans ce processus, la Région Bretagne reste fidèle à l'engagement pris, en début de mandat, de s'inscrire pleinement dans la définition de cette politique. Elle préside notamment un groupe permanent d'intervention et de suivi du Livre Bleu, dont elle a proposé la création, et qui, dans



le cadre de la CRPM (Conférence des Régions Périphériques Maritimes), réunit près de 40 régions maritimes européennes.

De fait, la Bretagne entretient un lien étroit avec la politique maritime européenne, qui se décline autour de 8 axes :

- Pêche et aquaculture
- Transports maritimes et ports
- Energies marines
- Biodiversité et qualité des eaux marines
- Emploi et formation
- Recherche et innovation

- Patrimoine culturel
- Gestion intégrée de la zone côtière

La France ayant pris la Présidence de l'Union au 1er juillet 2008, la Région Bretagne a tenu à dégager des priorités d'actions, qui s'inscrivent cependant à moyen terme, au-delà des 6 mois de présidence française et même au-delà de 2009, échéance à laquelle est borné le plan d'action de la Commission.

Ces priorités se déclinent 5 en points :

- Garantir la pérennité des activités de pêche
- Faire progresser la sécurité maritime
- Concrétiser l'effort pour la mise en oeuvre d'une politique maritime européenne intégrée
- Soutenir la mise en place des autoroutes de la mer
- Porter le concept d'espace maritime européen

Pour en savoir plus, vous pouvez télécharger la contribution sur www.region-bretagne.fr et sur www.ps56.fr

VIE DU PARTI

Rentrée politique le 6 septembre

Toutes et tous au Bois du Château

Quatre temps forts marquent la vie de notre parti en Morbihan : la Fête de la Rose le 1^{er} mai, la rentrée politique le 6 septembre à Lorient, l'Université de rentrée à Berder le 18 octobre et la Fête du nouvel an... Prochain temps fort donc : la Fête du Bois du Château le 6 septembre. Soyons à ce rendez-vous important de la rentrée !

La Fête socialiste du Bois du Château organisée à Lorient depuis 1992 a pris depuis 2004 une dimension départementale en tant que Fête de la rentrée politique des socialistes et sympathisants morbihannais. Dans les faits, elle est restée trop locale et il nous paraît important d'étendre réellement cette manifestation à l'ensemble du département.

Faire la fête, se retrouver, tisser des liens de solidarité entre militants mais aussi entre sections du parti, c'est possible. Tout cela permettra d'exprimer une force, une détermination face aux mauvais coups de la Droite au pouvoir et d'afficher aussi notre unité de combat. Alors préparez-vous, inscrivez-vous dès maintenant pour être, d'une façon ou d'une autre, acteurs de ce grand rendez-vous.

**Henri Scanvic
et Jean-Paul Rocher**



Programme de la Fête du Bois du Château Samedi 6 Septembre à Lorient

A partir de 15h00 : Animations au Parc du Bois du Château

Jeux divers - Casse-croûte -
Buvette / Animation sportive :
démonstration d'athlétisme
17h00 : Chorale "Mémoire
ouvrière" (chants de la commune
et du Front populaire)

19h30 : Maison de quartier du Bois du Château

Interventions politiques :
Jean-Yves Le Drian - Président
de la Région Bretagne

Important

Certains et certaines ne pourront pas, pour diverses raisons, se déplacer. Cependant la possibilité est offerte aux adhérents ou sympathisants qui le peuvent d'apporter leur contribution financière afin d'assurer le succès complet de cette journée. Libeller les chèques à l'ordre du Parti socialiste avec la mention Fête de rentrée. Merci d'avance.

Françoise Olivier-Coupeau - Députée

Odette Herviaux - Sénatrice
Norbert Métairie - Maire de
Lorient - Conseiller général
Gwendal Rouillard - Premier
secrétaire fédéral

21h00 : Repas républicain
(Participation 12 euros : unique-
ment sur inscription, avant le 31
août, auprès d'Henri Scanvic -
30 rue Robert Schumann
56100 Lorient)

**Invitation et bulletin d'inscrip-
tion seront adressés par cour-
rier à l'ensemble des adhérents
courant juillet.**

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

Internet : chance ou menace pour la culture ?

Le développement des nouvelles technologies, qui entraînent une dématérialisation des données, en particulier internet, a été vu comme une chance de toucher de nouveaux publics, de permettre à travers des bibliothèques numériques, telles que celle de la BNF, Gallica, d'avoir accès à des livres anciens.

Ou encore, grâce à la possibilité pour des journaux ou chaînes de télévision de diffuser leurs archives - même si le combat de la numérisation et de la conservation de ces données n'est pas un combat gagné d'avance tant il est parfois prohibitif - l'outil web a tout de même permis de sauver une mémoire collective, de permettre à tout un chacun d'accéder à un savoir n'importe où sur le territoire.

Pour autant, s'arrêter à ce seul fait est naïf. En effet, si internet est une chance pour la préservation de la mémoire, elle est une menace pour celle en devenir.

En effet, via un abonnement internet et le téléchargement de logiciels avec des noms aussi étranges pour le non-initié qu'Emule, BitTorrent... se

cache une réalité, celle de la copie d'oeuvres culturelles sans versement de droits d'auteur et sur de nombreux secteurs, aussi bien la bande-dessinée que la vidéo (films et séries) ou la musique.

La facilité d'utilisation, l'accès quasi illimité à du contenu, et ce de manière gratuite, a convaincu de nombreuses personnes de s'y adonner. Le phénomène n'est pas nouveau, cependant la fracture numérique ayant tendance, même si c'est imparfait, à se résorber et les forfaits illimités à fort débit se généralisant, la piraterie devient une industrie à part entière avec ses sites consacrés ainsi que sa communauté d'habités.

Les artistes sont alors menacés dans leur existence même et seuls peuvent survivre ceux soutenus par de grands producteurs.

Le pouvoir politique a donc essayé de courir derrière la technologie pour essayer d'en pallier les effets négatifs, même s'il est en retard face à un système en perpétuelle évolution.

Le dernier essai est la loi HADOPI (Haute Autorité pour la Diffusion d'Oeuvre et la Protection des droits sur Internet) qui installe une riposte dite graduée.

Celle-ci aura comme prérogative de pouvoir surveiller les échanges de données sur internet et si vous ou un de vos enfants êtes pris, un mail vous sera envoyé pour avertissement. Si vous persistez, cela peut aller jusqu'à trois mois de suspension de votre abonnement (pas du paiement), et cela en complément des peines déjà existantes.

Le Parlement européen a dénoncé cette vision. On ne peut que s'y associer puisque, s'il est nécessaire de protéger les artistes, cela ne peut se faire contre les citoyens, et l'on doit toujours et encore réfléchir à des moyens de cohabitation du type taxe sur les produits internet, comme le proposent les partisans de la licence globale, plutôt que sur une baisse des droits civiques.

**Jeremy Gaultier
Animateur fédéral
jemi3@wanadoo.fr**

Renouvellement urbain : les habitants de Ménimur visitent Kervénanec



Les quartiers de Kervénanec à Lorient et de Ménimur à Vannes sont engagés dans des projets de renouvellement urbain. Les enjeux sont d'importance et recouvrent autour de 80 M € par projet.

Bien qu'il existe de nombreuses similitudes entre ces deux quartiers, on ne peut pas en dire autant en matière de pilotage de ces projets. A Vannes, le Maire a reconnu récemment s'être "planté" reconnaissant ainsi la pertinence des propositions formulées par la Gauche et l'impérieuse nécessité d'associer les habitants.

La gauche vannetaise conduite par Nicolas Le Quintrec a donc décidé de proposer aux habitants du quartier de Ménimur d'être des acteurs avertis. C'est ainsi que l'idée de visiter l'expérience lorientaise est née.

Reçus par Yves Lenormand et les services de la Ville, les visiteurs ont découvert les différentes étapes du projet de rénovation urbaine dans toutes ses facettes (habitat, transport, urbanisme, économie...), d'une part, en parcourant le quartier et, d'autre part, en discutant librement avec les acteurs du projet et en visionnant un film retraçant les premières réalisations.

Fermeture estivale de la Fédération

Les salariés de la Fédération vous informent que les locaux de Lorient seront fermés du **lundi 4 août au jeudi 28 août**. Le Rappel fait également une pause et reparaitra début septembre.

Bonne pause estivale à toutes et tous.

Michelle et Tugdual

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Vendredi 11 juillet - Guidel
Conseil communautaire de Cap
L'Orient

Du 29 au 31 août - La Rochelle
Université d'été du Parti socialiste

Samedi 6 septembre - Lorient
Fête PS du Bois du Château

Actualité

Le mépris

Nicolas Sarkozy se comporte de plus en plus en chef de clan plutôt qu'en Président de la République. Ce n'est pas sa dernière intervention au Conseil national de l'UMP qui me contredira, intervention pour le moins empreinte de mépris pour les salariés dans les entreprises ou dans la fonction publique qui se battent pour la défense de l'emploi ou pour une amélioration de leur pouvoir d'achat.

Il est vrai que l'on ne peut pas attendre grand-chose d'un Président "bling-bling" qui fréquente beaucoup plus les yachts et les résidences des nantis du système, que les damnés de la terre. En voulant faire un bon mot devant ses troupes, Nicolas Sarkozy a manqué une occasion de se taire et a agrandi un peu plus le fossé entre lui et les Français.

Les sondages ne se sont d'ailleurs pas trompés en annonçant en fine une nouvelle chute de sa cote de popularité. Ce n'est pas non plus les diverses annonces telles la réduction du remboursement des médicaments concernant les ALD ou la suppression de la notion de durée du travail qui vont participer au redressement de son image de marque auprès de nos compatriotes.

C'est à une véritable fuite en avant à laquelle nous assistons, soutenue par la majorité des parlementaires de l'UMP. Sus aux services publics, aux fonctionnaires, à l'aménagement du territoire, il ne devra rien rester de la politique sociale qui a fait les beaux jours des trente glorieuses.

Nicolas Sarkozy veut régner en maître, même si c'est sur un champ de ruines. Il veut tout contrôler, la presse par copains interposés, la télévision comme au bon vieux temps de l'ORTF, la Chambre des Députés, le Sénat, le Conseil Constitutionnel et tous les secteurs où il pourra placer ses ouailles.

Les Français ne sont pas d'accord sur sa politique, il n'en a cure. Il continue sans écouter personne en considérant que lui seul détient la vérité. Certes il a été élu par les Français mais une bonne partie de ceux qui avaient voté pour lui s'en mordent les doigts.

La question est de savoir combien de temps encore les Français vont-ils accepter d'être méprisés à ce point par celui qui devrait être au-dessus de la mêlée, au lieu d'être le fossoyeur de l'unité nationale.

Le Cormoran

MORBIHAN

Session plénière du Conseil général Les mises en garde des élus de Gauche

Lors de la dernière session plénière du Conseil général, les élus du groupe de Gauche ont exprimé leurs positions sur quelques dossiers majeurs de la politique départementale. Voici le compte-rendu de certaines interventions des élus socialistes.

La casse territoriale orchestrée par l'Etat

Hervé Pellois, Président du Groupe de Gauche a introduit la session en dénonçant "la position inacceptable de l'Etat qui s'est délesté à bon compte de nombreuses missions, en particulier les plus délicates à assumer car exponentielles en terme de financement" et ceci sans moyens adaptés et "sans concertation". Il a qualifié "d'indécents le rappel à l'ordre de l'Etat" quant aux dérivés des comptes des collectivités locales, alors que "les experts s'accordent à imputer les deux tiers de ces dépenses nouvelles aux transferts de compétences". Hervé Pellois soutient qu'il s'agit bien pour nos gouvernants "de préparer les esprits à la stagnation programmée des finances des collectivités locales en particulier de la DGF (Dotation Globale de Fonctionnement)". Ces déclarations ont en outre pour objet "de justifier la casse territoriale en cours". Il précise : "notre gouvernement oublie que son rôle est de permettre l'accès pour chacun au service public (...) Notre président dirige la France comme il gèrerait une multinationale... il utilise la révision générale des politiques publiques comme un outil strictement budgétaire. (...) Tout ceci risque de coûter cher à la France (...) la non concertation nationale avec les collectivités territoriales, comme ligne politique, ne peut qu'aboutir à un rejet de nos concitoyens."

Programme départemental d'insertion : pas de grandes nouveautés

Pour François Hervieux, le bilan 2007 du PDI soumis à l'assemblée "n'apporte pas de grandes nouveautés". Le Revenu de Solidarité Active (RSA) que nous expérimentons dans le Morbihan "risque de nous amener à nous questionner quant à nos interventions d'action sociale et professionnelle. Nous devons rester attentifs aux besoins et être réactifs... Poste important dans la colonne dépense de notre budget départemental, faisons en sorte que le RSA permette aux Morbihannais en difficulté d'emploi de rebondir et de s'insérer durablement".

Couverture numérique du territoire : une priorité

La nécessité de résorption des zones "blanches", qui n'ont pas accès au haut débit, ne fait pas débat. Le débat porte sur la décision de recourir à un contrat de partenariat public privé pour la couverture de ces zones.

Politique de l'eau

Serge Moëlo relève que la limitation de nos soutiens aux récupérations d'eaux pluviales aux seuls usages extérieurs interdit les aides pour les usages internes tels celui des chasses d'eau "alors que l'on sait que 35 à 45% de la facture d'eau des ménages sont représentés par cette utilisation." Par ailleurs, le prix de l'eau au robinet dans le Morbihan est un des plus élevés de France. Ne doit-on pas demander aux grands utilisateurs de faire plus d'économies mais aussi de payer l'eau qu'ils utilisent à un juste prix ?

Agenda 21 et développement durable

Hervé Pellois remarque que le diagnostic réalisé en interne doit désormais être partagé de façon plus large avec nos partenaires associatifs, institutionnels et par les morbihannais eux-mêmes. Il poursuit : "une vision prospective du Morbihan portée à l'horizon 2030 serait un important outil facilitateur quant à l'engagement de tous et un facteur de réussite de notre Agenda 21."

Politique départementale de gestion des déchets

"Dans le domaine de la réduction des déchets, les avancées ne sont pas probantes sur l'ensemble du département" estime André Gall. Sans renier les difficultés de mises en œuvre (choix technologiques à opérer, résistance des opinions publiques à l'implantation d'équipements), il s'interroge sur les responsabilités et rôles respectifs des EPCI (chargés de la collecte et du traitement) et du Département.

Compte administratif 2007 : des fragilités

Pour Yves Lenormand, "nous pouvons admettre que ce compte administratif présente à la première impression un certain nombre d'aspects positifs" : bons taux de réalisation, niveau d'investissements important, accroissement de l'épargne. Mais "un examen approfondi, recèle des fragilités qui peuvent nous rendre méfiants pour l'avenir" (effet de ciseaux entre les recettes et les dépenses, endettement plus important que la



reunion.morbihan.com

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !
Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55
Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr
Site Internet : www.ps56.fr

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■ Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter

Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappeldumorbihan@wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■